Vendredi 30 novembre 1979 – No 1 178

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Réfutation des mensonges de Hanoï

RECEMMENT, le ministère des affaires étrangères vietnamien a publié un *« livre blanc sur trente ans de relations sino-vietnamiennes »*. Dans ce texte, les dirigeants vietnamiens accusent la Chine de ne pas avoir soutenu le Vietnam ni pendant la lutte contre le colonialisme français ni à la conférence de Genève ni pendant la lutte contre l'impérialisme US. Hoang Van Hoan, vétéran de la lutte de libération, compagnon d'Ho Chi Minh et ancien membre du bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs du Vietnam (PTV), répond aux calomnies des dirigeants actuels de Hanoï. Nous publions des extraits de son article, publié par l'*Agence Chine Nouvelle*.

QUELQUES FAITS RELATIFS À LA PÉRIODE DE LA RÉSISTANCE CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS

(...) La brillante victoire de Dien Bien Phu, en 1954, fut, certes, la consécration du courage et des sacrifices de l'armée et de la population vietnamiennes, toutefois, elle est inséparable de l'énorme aide matérielle chinoise et d'une collaboration directe de la mission de conseillers militaires chinois. Il est à noter qu'à Dien Bien Phu, sans les pièces d'artillerie fournies par la Chine, il aurait été impossible de détruire les points d'appui français regroupés et, sans la participation personnelle du camarade Wei Guo-qing au commandement sur les fronts, il aurait été difficile de remporter la victoire totale.

Pendant cette période, sur le plan militaire, la Chine ne s'est pas bornée à aider le Vietnam dans la préparation de batailles et par la fourniture en abondance de vivres, de matériel militaire, d'équipements de télécommunications, etc., elle nous a présenté aussi des expériences sur l'établissement du système du travail politique dans l'armée, sur l'organisation et l'entrainement des troupes, sur la formation des cadres et sur le perfectionnement du système de logistique et des télécommunications. Cette aide extrêmement précieuse a jeté une base au développement de l'armée vietnamienne. (...)

Grâce à la victoire de Dien Bien Phu et au succès de la conférence de Genève, l'Indochine a retrouvé la paix et le Nord-Vietnam a été entièrement libéré. A la demande du président Ho Chi Minh, la Chine a une fois de plus envoyé le camarade Fang Yi et d'autres conseillers et experts pour nous aider à redresser et à développer l'économie dans le Nord-Vietnam.

Bref, la Chine a été le seul pays qui ait fourni une aide au Vietnam durant la résistance contre le colonialisme français. Le président Ho Chi Minh et le Parti vietnamien ont hautement apprécié cette aide et le peuple vietnamien en est aussi reconnaissant et ne l'oubliera jamais. Même Le Duan, qui travaillait au Sud-Vietnam, a dit au début de 1957 après son arrivée au Nord : *« Nous n'aurions pu vaincre la France sans l'aide chinoise »*. Or, aujourd'hui, dans le livre blanc, Le Duan et consorts disent le contraire, inversant le noir et le blanc. C'est vraiment d'une ingratitude ahurissante.

(Suite page 2)

IRAN

• Remplacement du ministre des affaires étrangères

• Les menaces américaines ne sont pas approuvées par les Européens

Le porte-avions « America » et une partie de la 6e flotte américaine basée près de Naples se sont mis en route hier en direction du golfe Persique. Ces bâtiments vont rejoindre 19 autres navires de la marine américaine venus de l'océan Indien.

Alors que samedi doit avoir lieu à New-York la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, ce n'est pas Bani Sadr qui ira exposer les revendications de l'Iran, puisqu'il vient d'être remplacé au poste de ministre des affaires étrangères . C'est le directeur de la radio-télévision Sadegh Ghotb Zadeh qui a été nommé à sa place et qui est sans doute plus « khomeiniste » que lui.

Bani Sadr s'était attaché avant tout à la mise en œuvre d'un programme économique. Il était contesté et critiqué par les « ultra » et les « étudiants islamiques » qui continuent d'occuper l'ambassade américaine. Il conserverait toutefois la charge des finances et de l'économie par intérim.

Voir page 3

RPR-PS : le courant peut-il passer ?

En même temps qu'à l'Assemblée, la querelle majoritaire du budget s'achevait sur un non-lieu, la chronique des dissensions entre chiraquiens et giscardiens prenait un nouvel essor avec le tête-à-tête Chirac-Mitterrand à l'Hôtel de ville de Paris. Ainsi dans la rubrique des « subtilités de l'action politique », pour reprendre l'expression giscardienne, la rumeur grossit d'une « convergence RPR-PS ». Quelle consistance faut-il accorder à ce constat de rapprochement entre gaullistes et socialistes ? Et quelle pourrait en être la signification ?

D'APRES « l'idéologue » giscardien nommé Michel Poniatovski, il existe aussi des convergences entre « le père Noël et le père Fouettard ». Soit. Malgré tout, la rumeur n'est pas née de rien. Un certain nombre de faits allant dans ce sens se sont additionnés depuis le mois de septembre. Cela commence publiquement avec l'intervention du gaulliste Poncelet déclarant en présence de Mauroy lors d'une fête du PS dans les Vosges : *« A l'exemple de Léo Lagrange, plaçons l'intérêt national au dessus de nos ressentiments. Essayons d'agir ensemble »*. Le maire de Lille ne repoussera pas l'avance.

Remarquée encore la page écrite par Pasqua (député RPR) dans *Le Matin* pour dénoncer la politique giscardienne. Il y eut enfin la visite courtoise de Mitterrand au maire de Paris organisée par le numéro 1 parisien du CERES, Sarre.

Suite page 4

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

MANIFESTATION

1er décembre-14h 30-Barbès

Al'appel de nombreuses organisations

INTERVENTION DU
COMITE POUR L'INDEPENDANCE DU LAOS
A LA CONFERENCE DE STOCKOLM SUR LE CAMBODGE

«Où ils font un désert, ils disent qu'ils ont donné la paix» !

L'occupation du Laos par 60 000 soldats vietnamiens est souvent passée sous silence dans la presse. Pourtant c'est un fait bien réel que le Vietnam ne cherche même pas à justifier, comme il a tenté de le faire pour son invasion du Cambodge, présentée comme une « libération » d'un peuple martyr. Mais le Laos ? Là, les ambitions apparaissent, sans le maquillage des prétextes humanitaires, sous leur jour le plus cru.

Voici, à ce propos, de larges extraits de l'intervention particulièrement applaudie, prononcée à la Conférence de Stockholm de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne par un représentant du Comité pour l'indépendance du Laos.

PERMETTEZ-MOI, Madame la présidente, de rappeler devant cette assemblée les propres mots de Ho Chi Minh, leader du mouvement de libération du Vietnam, tant admiré du monde entier : *« Rien n'est plus précieux que l'indépendance nationale »*.

Mais tout ce qui se passe aujourd'hui au Kampuchea, comme dans toute la région indochinoise, me pousse à poser cette question : *« Est-ce que l'indépendance nationale du Vietnam est seule précieuse ? Est-ce que l'indépendance nationale signifie envahir et occuper le territoire d'une autre nation ? Et le Laos et le Kampuchea n'ont-ils pas droit à l'indépendance nationale ? »*.

Hélas, aveuglés par leur victoire sur l'impérialisme américain et incapables de profiter de la paix pour la reconstruction nationale, les héritiers de Ho Chi Minh se transforment eux-mêmes en véritables impérialistes et expansionnistes, pires encore que les nazis. Camouflés derrière le masque de la solidarité militante des mouvements de libération nationale, les dirigeants actuels de Hanoï ont envahi ouvertement le Kampuchea et annexé purement et simplement le Laos.

Qui oserait encore nier que les 200 000 soldats de Hanoï, envahissant le Kampuchea, se livrent en ce moment à des actes d'extermination du peuple du Kampuchea par le bombardement aveugle aux gaz asphyxiants, par la confiscation des recoltes et par l'entrave aux aides humanitaires internationales, dans le noir dessein d'affamer la population civile et de s'approprier le territoire du Kampuchea ?

Qui nierait encore que l'occupation du Laos par 60 000 soldats de Hanoï vise aussi le même objectif de réduire ce pays en une zone de peuplement vietnamien ? Les hommes et les femmes valides sont enrôlés de force pour servir de chair à canon dans l'agression du Kampuchea, sans compter des centaines de milliers de cadres lao envoyés aux camps de la mort lente dans ce qu'ils appellent *« camps de séminaires »*.

Vider le Laos et le Kampuchea de leurs propres populations est le but ultime des gens au pouvoir de Hanoï qui profitent du soutien international pour réaliser la Fédération indochinoise sous leur domination. En plus, le Laos est aussi utilisé comme tremplin pour déstabiliser toute la région du Sud-Est asiatique et notamment pour provoquer la République populaire de Chine.

Bien sûr, il y a des voix, notamment celles des protecteurs de Hanoï et celles des partisans naïfs de la fausse détente, qui font entendre que le Laos est indépendant et en paix. Oui ! *« Où ils font un désert, ils disent qu'ils ont donné la paix »*.

Le sort des deux pays, le Kampuchea et le Laos, est lié : tous deux sont victimes du même agresseur. Il ne faut pas oublier qu'il ne saurait y avoir une Fédération indochinoise sans l'extermination des peuples plus faibles, c'est-à-dire le peuple du Laos et le peuple du Kampuchea. Or, personne n'a le droit de dire qu'il y a un peuple indochinois mais il y a depuis toujours dans la peninsule indochinoise des peuples différents, tant au point de vue race que de culture.

Qui donc, au nom de la paix mondiale, permettrait la disparition des peuples faibles ? Ce serait alors accepter la domination du monde par une seule race « supérieure », comme le rêva Hitler, il y a 50 ans. Accepter la disparition du peuple kampuchéen et du peuple lao constituerait un précédent qui ne manquerait pas de s'étendre à d'autres peuples. Non, je ne veux pas croire que l'homme du 20e siècle se résignera devant la disparition de ces deux petits peuples lao et kampuchéen, comme l'a fait l'homme du début de notre ère, qui laissa disparaitre les peuples Cham et Mane dans cette même péninsule indochinoise.

Madame la présidente, Mesdames, Messieurs,

Nous nous réunissons aujourd'hui sur cette terre de liberté pour apporter un soutien et une aide efficace au peuple kampuchéen qui lutte pour sa survie et son indépendance nationale. Nous, Lao, nous considérons que cette lutte est aussi la nôtre ; car nous sommes en face du même agresseur et nous subissons le même sort. Je demande donc, devant cette assemblée dont le noble but est de sauver un peuple, une nation et une civilisation en voie de disparition, de ne pas laisser dans l'oubli le problème de la survie de la nation lao. Comme je vous l'ai dit, le sort de ces deux pays est lié. Renforcer la lutte de libération du peuple du Kampuchea suppose le renforcement simultané de la lutte de libération du peuple lao. L'union des forces de ces deux mouvements de libération nationale du Kampuchea et du Laos est plus qu'indispensable, c'est la condition sine qua non du succès final.

LAOS

Arrestation d'une centaine de patriotes

ON apprend qu'au cours du mois de novembre, une centaine de personnalités laotiennes, hauts fonctionnaires et responsables du parti laotien, le Pathet Lao, ont été arrêtées en raison de leur opposition à l'hégémonisme du Vietnam sur leur pays. Cette vague d'arrestations qui fait suite à de nombreuses exclusions du parti laotien, ainsi qu'à l'exode de responsables, marque une nouvelle étape dans l'alignement des dirigeants laotiens sur Hanoï. Dès 1977, les dirigeants vietnamiens imposaient au Laos un véritable protectorat avec la signature du traité d'amitié et de coopération de 25 ans. Ils imposaient l'occupation du Laos par 50 000 soldats vietnamiens, contingent supérieur aux effectifs de l'armée nationale laotienne.

On apprend par ailleurs que, le 20 novembre, les troupes vietnamiennes stationnées au Laos ont organisé un exercice militaire de débarquement sur le Mékong, dans une région proche de la frontière thaïlandaise. Ces manœuvres ont attiré l'attention des observateurs militaires thaïlandais.

Soudan-Palestine

«LES *efforts séparés pour régler le problème du Moyen-Orient ont échoué* », a déclaré la semaine dernière le président soudanais Nimeiri. L'année dernière le gouvernement soudanais avait au contraire soutenu les accords de Camp David. Affirmant son soutien total à l'OLP, Nimeiri a déclaré : *« Nous refusons un règlement partiel »*.

MAROC-MAURITANIE

Tension accrue

LA semaine dernière, le conseil des ministres maritanien a décidé de demander au Conseil de sécurité de l'ONU une réunion spéciale sur le conflit qui l'oppose actuellement au Maroc, au sujet de la garnison de Bir-Moghrein. Depuis le désengagement de la Mauritanie du conflit saharien, après l'accord de paix que ce pays a signé avec le Front Polisario, les troupes marocaines ont quitté progressivement la Mauritanie. Cependant, les Marocains ont continué à occuper la ville mauritanienne de Bir-Moghrein. Hassan II prétend garder le contôle de cette garnison tant que la Mauritanie n'aura pas évacué le port de La Guera, sur le territoire du Sahara.

La Guera est le terminus du chemin de fer de Zouérate par lequel la Mauritanie exporte son minerai de fer. Les troupes mauritaniennes, qui ont évacué le territoire du Sahara, restent à La Guera en vertu d'une clause de l'accord de paix avec le Front Polisario. Il s'agit d'éviter que le régime d'Hassan II ne dispose des moyens d'asphyxier économiquement la Mauritanie. La politique agressive d'Hassan II au sujet de Bir-Moghrein et de La Guera vise à faire pression sur la Mauritanie pour l'amener à renoncer à sa politique de paix et de désengagement du conflit du Sahara occidental.

Non-alignés

LA semaine dernière a eu lieu à Belgrade une conférence du pool des agences de presse des pays non-alignés. Elle a adopté un programme d'action visant à développer les moyens d'information des pays non-alignés indépendamment des agences contrôlées par les grandes puissances. Le pool doit aider les pays ne possédant pas d'agence, les mouvements de libération qui doivent s'en doter. Il doit également impulser la coopération entre les non-alignés dans le domaine de l'information.

Réfutation des mensonges de Hanoï

Par Hoang Van Hoan, compagnon d'Ho Chi-Minh et ancien dirigeant vietnamien

(Suite de la page 1)

LES PROBLEMES IMPORTANTS CONCERNANT LA CONFERENCE DE GENEVE

Dans le Livre blanc, Le Duan et consorts s'efforcent de présenter sous un faux jour la Conférence de Genève, tenue en 1954 sur le problème indochinois et de dénigrer la délégation chinoise. Ils ont même accusé calomnieusement les dirigeants chinois d'avoir « trahi » les peuples indochinois.

Membre et porte-parole de la délégation de la République démocratique du Vietnam à la conférence, je connais le déroulement de ses travaux d'un bout à l'autre. Et c'est pour moi un devoir d'exposer les faits réels au grand jour et de les porter à la connaissance de tous : (...)

A PROPOS DU RÉSULTAT DE LA CONFÉRENCE DE GENEVE

La conclusion des accords de la Conférence de Genève a obligé la France à reconnaitre l'indépendance, l'unification, la souveraineté et l'intégrité territoriale des trois pays indochinois : le Vietnam, le Laos et le Kampuchea, et à en retirer tous les soldats de son corps expéditionnaire, permettant ainsi la libération de l'ensemble du Nord Vietnam, qui, devenu un pays au plein sens du terme, doté d'une capitale et de ports maritimes et jouissant de la souveraineté sur ses eaux territoriales et son espace aérien ainsi que d'une position internationale, constitua alors une base solide pour l'unification de la patrie. Ce résultat de la Conférence était-il une victoire ou une défaite ? Pour répondre à cette question, Le Duan et consorts doivent ouvrir les yeux et lire avec sérieux les commentaires et les informations sur la Conférence de Genève, publiés entre le 25 juillet et le 18 août 1954 dans huit numéros du journal *Nhan Dan*, organe du Parti des travailleurs du Vietnam. Dans ces journaux, on trouve la déclaration de Pham Van Dong à la dernière séance de la conférence, l'appel du président Ho Chi Minh en date du 22 juillet 1954 à l'occasion de la restauration de la paix en Indochine, l'appel du Comité central du Parti des Travailleurs du Vientam, l'appel du Comité permanent de l'Assemblée nationale et le communiqué du conseil du gouvernement, ainsi que les messages de félicitations adressés par les pays frères et des organisations internationales. Tous ont fait l'éloge du résultat de la Conférence de Genève en le considérant comme une grande victoire.

Cependant, à présent, guidés par les besoins de leur nouvelle cause, s'opposer à la Chine, Le Duan et consorts parlent à tort et à travers dans la tentative de prouver que la Conférence de Genève fut une défaite et que la position chinoise à cette conférence fut tout à fait différente de celle du Vietnam. Par ailleurs, ils estiment que le résultat de la conférence a empêché les trois peuples d'Indochine de parvenir à la victoire totale dans leur guerre de résistance contre les colonialistes français. Quelle perfidie !

A suivre).

IRAN

Les menaces américaines ne sont pas approuvées par les européens

ALORS que la réunion du Conseil de sécurité sur la crise iranienne doit se tenir ce samedi, l'ayatollah Khomeiny a violemment critiqué le fait que les instances de l'ONU se limitent à l'examen de la question des Américains prisonniers à l'ambassade de Téhéran, exigeant que la question des crimes du Shah et de son procès soit également envisagée. Les étudiants islamiques qui contrôlent l'ambassade ont décidé d'en miner les accès pour éviter toute attaque-surprise.

Dans des conversations avec des parlementaires américains, Carter a affirmé que « *l'ardoise ne serait pas lavée si les otages étaient libérés* » et que la crise actuelle aurait « *un profond retentissement* » sur les relations entre les USA et l'Iran. Les commentateurs interprètent cette déclaration comme le reflet d'une volonté d'abattre tôt ou tard par tous les moyens le régime de la République islamique iranienne. En même temps, l'administration américaine a décidé de déconseiller officiellement aux citoyens américains de se rendre dans onze pays islamiques.

Hansen, le parlementaire républicain qui avait fait une tentative de médiation, a violemment mis en cause la responsabilité de Kissinger et de Rockefeller, qui avaient obtenu après plusieurs mois de campagne, l'accueil du Shah aux USA. La polémique au sujet de ce problème est relancée : en effet, l'agence UPI vient de révéler que les documents de la CIA, sur les réactions iraniennes à la venue du Shah qui avaient été produits par les étudiants islamiques, sont véridiques.

La crise iranienne a directement influencé le choix du président américain alors qu'il doit présenter un projet de budget militaire pour 1981. Carter demande des crédits supplémentaires pour financer l'achat d'avions et de navires de guerre capables d'intervenir très rapidement dans le tiers monde. Les moyens de transport seraient le support de la force d'intervention spéciale mise sur pied en juillet dernier.

EUROPE ET JAPON UNE « SOLIDARITÉ » LIMITEE

Alors que ces derniers jours l'éventualité d'une intervention armée des Etats-Unis était largement évoquée, les réactions des impérialismes secondaires (Europe et Japon) ont été fort prudentes. Si chacun s'associe, dans la presse, à la violente campagne anti-iranienne, aucun gouvernement n'a approuvé l'idée d'une intervention militaire US et n'a envisagé de la cautionner. Ces réserves étaient évidentes au cours de l'émission *Question de temps*, lundi dernier 26 novembre sur Antenne 2. Confrontés au général américain, Walters, fanatique partisan d'une intervention contre l'Iran, Poniatowski et le socialiste Pisani lui ont clairement fait comprendre que la « *solidarité* » de la France ne dépasserait pas le cadre diplomatique et qu'il n'était pas envisageable qu'elle s'associe à la guerre économique contre l'Iran, encore moins qu'elle cautionne une intervention militaire.

Dans un article de son édition de mardi 27 novembre, le *Herald Tribune* note : « *Les gouvernements ouest-européens espèrent que l'administration Carter restera modérée et estiment que toute intervention militaire américaine ne ferait qu'aggraver la crise* ». Il semble que le Japon, particulièrement inquiet pour ses importations de pétrole adopte une attitude analogue, visant à ne pas apparaître aux yeux du tiers monde comme inconditionnel des USA.

Une mission commerciale japonaise de haut niveau se trouve actuellement dans les pays arabes avant de se rendre en Iran. Plusieurs firmes japonaises auraient acheté récemment à l'Iran d'importantes quantités du pétrole que les USA n'achètent plus. Elles accepteraient, de plus, de ne plus payer le pétrole iranien en dollars comme le gouvernement iranien l'a demandé.

J.P. C.

Nice-Matin reparaît

MERCREDI matin 28 novembre sortait un numéro de *Nice Matin* particulièrement allégé : une seule édition, 14 pages. La composition a été effectuée par les dix clavistes de Force ouvrière qui acceptent le contrôle informatique imposé par le PDG, Bavastro. C'est à lui et à lui seul que doit être imputé la non-parution du journal. Par conséquent, les salaires dûs aux travailleurs depuis le 12 novembre doivent leur être intégralement versés.

C'est à Bavastro qu'avait été donné les pleins pouvoirs pour procéder à la dissolution de la société et la fermeture du journal.

Le plan qui s'est dessiné dans l'évolution du conflit : lock-out pour intimider les clavistes puis chantage à la fermeture du journal avec licenciements collectifs puis création d'une nouvelle société et réembauche sélective.

Bavastro, malgré ses 73 ans, conserve encore toute son agressivité patronale. Il aurait voulu sans doute faire place nette pour ses héritiers, entendez par là : liquider le syndicat du Livre CGT auprès du technique.

C'est cette situation qui semble avoir décidé l'assemblée générale des clavistes du mercredi soir à reculer sur la question du contrôle informatique. En particulier, le rapport de forces au sein de l'entreprise n'aurait sans doute pas permis au syndicat du Livre de faire face à une situation type *Parisien libéré*

Deux questions très importantes sont à mettre dans la balance : les conséquences de l'informatique dans la presse régionale sera l'objet d'une négociation sur un accord-cadre entre la FFTL-CGT et le syndicat national de la presse régionale, le syndicat patronal. Le premier rendez-vous est fixé le 7 décembre.

D'autre part, la forme que revêtait le conflit, le fait que le terrain et les formes de l'affrontement aient été choisis par le patron, n'avantageait pas les travailleurs. Des situations diverses entravaient gravement une riposte d'ensemble du personnel.

Selon des informations recueillies par téléphone avec des militants CGT (puisque depuis lundi tous les journalistes se sont vu interdire l'accès de l'entreprise), il s'agirait de reprendre l'action selon des formes pouvant mieux assurer la participation de l'ensemble des catégories du personnel.

Il faut donc s'attendre encore à des mouvements de personnel à *Nice-Matin*, d'autant que plusieurs revendications essentielles n'ont pas été satisfaites, notamment celles des rotativistes et des clavistes : deux jours de repos hebdomadaire.

Correspondant Nice.

ALSTHOM SAINT-OUEN

Le patron menace, les travailleurs ripostent

C'EST la tête haute que les travailleurs ont repris le travail lundi dernier, 26 novembre. Le moral et la combativité des travailleurs sont aussi bons que pendant la grève. La meilleure preuve en est que, depuis la reprise, on assiste à de petits débrayages d'ateliers, soit pour déposer des cahiers de revendications soit pour protester contre tel ou tel contremaître, soit pour refuser le développement du travail en équipe afin de rattraper le retard dans la production accumulé pendant les six semaines de grève.

Mercredi, la direction met à pied une femme pour une durée indéterminée. Cette femme a participé activement à la grève et elle est sanctionnée sous le prétexte de « retard dans son travail ». Elle a 33 ans de maison et elle a eu le courage pendant la grève de témoigner contre la direction, lorsque celle-ci nous a assignés en référé. C'est ce que la direction ne lui pardonne pas.

Un mot d'ordre de grève est immédiatement lancé dans l'usine. Il n'est pas besoin de tract pour cela : on a déjà dit que si la direction touchait l'une ou l'un d'entre nous, nous sortirions tous.

Quelle n'a pas été notre joie quand nous avons vu venir débrayer avec nous nos camarades de l'Alsthom-Signaux, de la CGEE — travaux extérieurs, pour nous soutenir !

Le débrayage s'est poursuivi jusqu'à l'heure de sortie et déjà un mot d'ordre de grève est lancé à partir de 8 heures le lendemain matin. Si une telle riposte s'est faite aujourd'hui face à la répression patronale, c'est bien parce que la grève s'est terminée dans l'unité la plus grande.

Correspondant ALSTHOM

GRENOBLE : LOI VEIL

Manifestation pour la reconduction de la loi et son amelioration

Le 27 novembre, quelque 2 000 à 3 000 personnes. Manifestation dynamique et enthousiaste. Parmi les mots d'ordre : « *Oui à l'avortement libre et gratuit ! Un centre IVG dans chaque hôpital ! Pas d'enfants à la chaine, pas de chaines pour les enfants !* ».

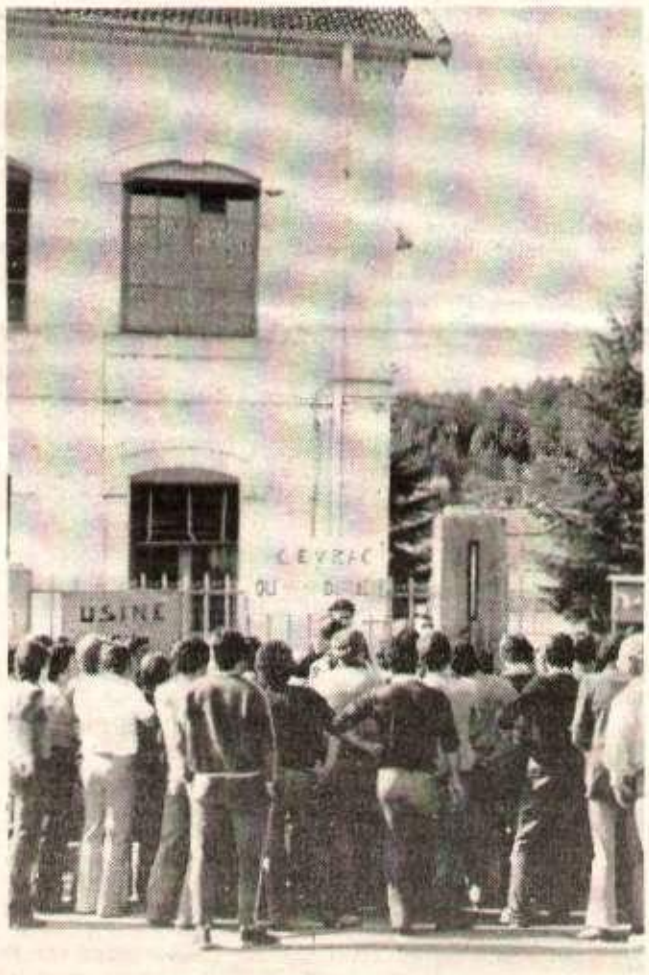
Absence remarquée du PCF et de la CGT. Le PCF avait organisé lui-même son propre rassemblement le 17 novembre.

MONTPELLIER

6 heures contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

Le collectif immigrés de Montpellier regroupant un certain nombre d'organisations appelait à une manifestation de travail et de détente : des panneaux expliquant les conséquences des lois Barre-Bonnet-Stoléru pour les travailleurs immigrés. On a pu aussi manger, discuter, se détendre. Savez-vous, par exemple, qu'en France, les immigrés construisent un logement sur 5, une automobile sur 4, que le Languedoc-Roussillon est la 6e région pour l'importance de l'immigration.

C'est pourquoi tous les participants aux forums ont souligné l'importance de la lutte à mener contre ces lois ; si elles visent plus particulièrement les immigrés, elles sont dirigées contre tous les travailleurs Français et immigrés. Dans un premier temps, l'information la plus complète et la plus large doit être faite en vue de mobiliser largement contre ces lois.



Assemblée générale devant l'usine SAFT

SAFT-ALSTHOM (ALES-30)

«Mieux vaut mourir debout qu'abandonner !»

A LA SAFT à Alès dans le Gard, filiale d'Alsthom (85 %) rien n'est réglé. Depuis octobre, le patron a rompu les négociations en cours au moment où l'Alsthom-Belfort s'est mis en grève et s'est retranché derrière la direction générale. Sans doute espérait-il tirer parti de la traditionnelle intransigeance du trust.

Mais aujourd'hui, que le trust Alsthom a lâché quelques revendications, il refuse de les accorder aux travailleurs de la SAFT et veut négocier sur le seul plan de la SAFT. Les travailleurs s'attendaient à ce coup bas et ne sont pas prêts à se laisser faire. C'est au début octobre, que cassant les accords déjà existants, le patron a réduit de 1 h 30 le temps de travail et réduit bien sûr d'autant le salaire.

Aussi, pour les travailleurs de la SAFT et leurs organisations syndicales CGT-CFDT c'est là un point revendicatif important auquel s'ajoutent en plus :
— 70 F d'augmentation uniforme pour tous par mois ;
— le 13e mois dans les conditions de l'Alsthom-Belfort.

Après deux rencontres avec la direction devant l'inspecteur du travail, les 27 et 28 novembre, la direction met en préalable le retrait du premier point à toute négociation. Il n'en est pas question pour les grévistes et le représentant de l'intersyndicale devait nous déclarer mardi 28 novembre : « *Nous disons que ce point ne sera jamais abandonné ; par contre, il peut y avoir négociation, tractations ; par exemple, nous avons proposé 3/4 h travaillées et nous sommes bien décidés à continuer. Mieux vaut mourir debout que d'abandonner.* »

18 MOIS AVANT LES PRESIDENTIELLES

RPR-PS : le courant peut-il passer ?

Suite de la page 1

Entre-temps, socialistes et gaullistes votèrent souvent ensemble dans l'intimité du parlement de Strasbourg comme le souligne avec gourmandise le même Christian Poncelet (ancien ministre) qui explique son idée de « nouvelle majorité » de la mnière suivante : *« Nous les gaullistes, nous sommes les plus crédibles sur le plan de l'indépendance nationale. Par contre les socialistes sont les plus crédibles sur le plan social. Nous sommes donc complémentaires »*, etc., etc. Et c'est encore Charbonnel, chargé de rabattre à gauche pour le compte de Chirac, et ses gaullistes de gauche qui déclarent que la seule voie pour sortir de l'impasse giscardienne est celle *« qui rapprocherait, au sein d'une nouvelle majorité, gaullistes et socialistes, à l'issue d'un dialogue de fond »*.

L'INITIATIVE RPR

Au-delà des déclarations et des rencontres furtives ou affichées, quelles sont les réalités qui poussent l'un et l'autre partis à ce comportement dont on doit bien reconnaitre qu'il est nouveau, même si l'on doit se garder d'en surestimer la portée. Côté RPR, les choses sont relativement simples.

Menacé de marginalisation par le projet giscardien visant à constituer une majorité centriste susceptible de promouvoir le consensus, le RPR doit lui opposer une parade. Déjà, le ralliement d'un certain nombre de ministres gaullistes à Giscard n'est pas sans poser problème au rassemblement gaulliste. Son nouveau secrétaire général, Pons, le rappelait récemment en évoquant ces ministres qui *« devraient savoir s'ils se situent à l'intérieur du gouvernement ou à l'intérieur du RPR »*. Mais l'ambition du président de la République d'élargir à gauche sa majorité est plus menaçante encore. Bref, Chirac et ses hommes sont en train de jouer d'ici 1981 leur avenir politique. Qu'il s'agisse d'un simple chantage à l'égard de Giscard, de clins d'œil aux électeurs socialistes ou de manœuvres d'approche en vue de la constitution d'une nouvelle majorité, on discerne côté RPR quelques solides raisons pour qu'il tienne ce nouveau langage.

LE PS PEUT-IL REPONDRE A L'APPEL

Mais côté PS ? A première vue l'idée qu'il puisse être sensible à cette démarche du RPR parait incongrue. Pourtant à y regarder de plus près, on peut déceler certaines bases pour que l'actuelle direction du PS réponde à l'appel d'une convergence.

D'abord le PS se trouve à bien des égards face à Giscard dans une situation analogue à celle du RPR. Comme lui, il a tout à craindre du projet de majorité centriste, à commencer par une scission. Et ceci pour deux raisons :

— 1. Depuis le congrès de Metz, on ne peut plus parler du PS sans se référer soit à sa majorité, CERES et mitterrandistes, soit au courant rocardien. Ce clivage qui s'est manifesté à l'époque par des appréciations différentes sur l'Union de la gauche, n'a cessé de s'approfondir depuis. Bien avant que l'on parle d'une convergence de la majorité du PS avec les gaullistes une autre était apparue entre les propositions de Rocard et la politique de Giscard. Celui-ci d'ailleurs, ou tout au moins ses lieutenants de l'UDF, cachent à peine que Rocard constitue l'objet de leurs convoitises consensuelles. Car contrairement à ce qu'en dit le PCF, ce n'est pas le PS dans la totalité qui est englobé dans une perspective de participation au pouvoir avec Giscard, mais bien plus certainement son aile rocardienne.

— 2. Pour que ce projet d'élargissement conçu à l'Elysée ait des chances d'aboutir, il faudrait que les présidentielles de 1981 se soldent pas une reconduction de Giscard et donc un nouvel échec de la gauche. Or, dans l'état actuel de divorce consommé entre PCF et PS, on ne peut pas dire que cette perspective soit entièrement dénuée de fondement. On voit là encore que l'avenir du PS et sa cohésion sont soumis aux rudes échéances de 1981.

Voilà au moins une préoccupation commune pour Mitterrand et Chirac. Ce n'est pas tout.

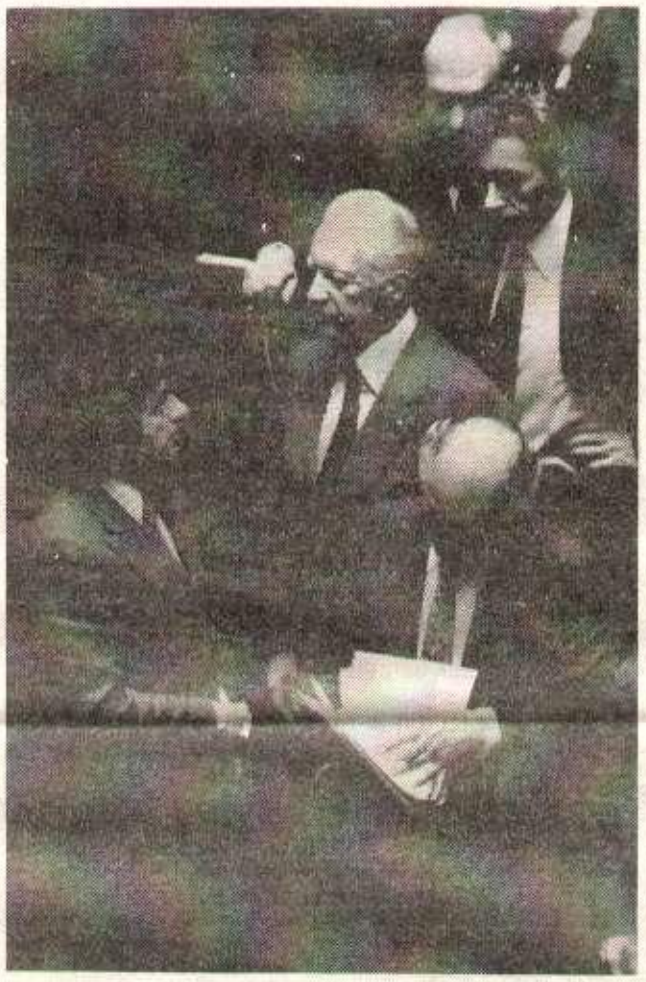
CLIVAGES ET REGROUPEMENTS

Le renversement d'alliance intervenu au congrès de Metz a permis la mise en place d'une nouvelle direction qui a sensiblement infléchi la politique et les orientation du Parti socialiste. En particulier le poids de la tendance CERES et de son leader Chevènement est loin d'y être négligeable. En témoigne le contenu comme la forme du projet socialiste (document programme pour le candidat du PS aux présidentielles) dont le député de Belfort dirigea la rédaction. Force est de constater que sur de nombreuses questions (et pas les moindres : politique économique, défense nationale...), les thèmes développés par la majorité du PS s'apparentent bien plus aux idées d'un Debré qu'à celle du « camarade de parti » Rocard. C'est d'ailleurs ce qui permet à quelques commentateurs de prêter à Debré une revendication en parternité à l'égard de Chevènement (*« c'est l'un de mes enfants »* aurait-il dit). On touche ici au fait que tous les clivages de la politique bourgeoise ne sont pas réductibles aux clivages entre partis.

Ainsi entre les partisans du libéralisme économique d'une part et d'autre part les partisans de la planification, de la relance intérieure, d'un nouveau protectionnisme et hostiles à la « croissance sobre », peuvent s'opérer de nouveaux reclassements.

Alors Giscard-Rocard contre Chirac-Chevènement ? Certaines prémisses existent pour de tels regroupements ; toutefois il est bien trop tôt pour en parler autrement que comme des hypothèses.

Pierre MARCEAU



Le 20 novembre 1979 à l'Assemblée nationale aparté entre Chevènement et Messmer (tous deux à gauche sur la photo)

Quand Marchais s'adressait aux Gaullistes

Sous le titre évocateur de *Mariage à l'Hôtel de ville*, une nouvelle fois, la preuve par neuf du virage à droite du PS vient de nous être administrée par *L'Humanité*.

On ne serait pas choqué de lire ces lignes accusatrices sous la plume de René Andrieu si le PCF en son temps-pas très lointain-ne s'était singularisé par des amours coupables dont les gaullistes eurent de la même façon la faveur.

On se souvient des déclarations de Marchais invitant les gaullistes à adhérer au PCF *« sans qu'ils aient rien à renier de leurs convictions »*. C'était dans la période du 22e congrès et de l'Union du peuple de France. Plus tard, la campagne anti-européenne de Chirac fut qualifiée par *L'Humanité* de *« reflet d'une prise de conscience de la Nation »* et les chiraquiens devenaient dans les mêmes colonnes *« une composante du mouvement national contre le déclin »*.

Congrès de l'union régionale centre CFDT

Où en est la CFDT dans la région Centre, six mois après le congrès confédéral de Brest ?

LES 24 et 25 novembre 1979 s'est tenu à Blois le 4e congrès de l'Union régionale Centre CFDT. Ce congrès avait son importance : il était l'occasion, pour les syndicats de la région, de faire le point six mois après le congrès de Brest.

Les interventions des différents syndicats à la tribune, tout comme celle faite au nom de la commission exécutive sortante, ont été le reflet du point de vue unanime des délégués : il faut tout faire pour s'opposer aux conséquences qu'entraine le vaste plan de restructuration du patronat et de son gouvernement.

En effet, dans l'ensemble des secteurs de l'économie — métallurgie, chimie, santé, SNCF, PTT, bâtiment, etc. — le redéploiement sans précédent qu'accomplit le patronat conduit au chômage, au blocage des salaires, à l'aggravation des conditions de vie et de travail, aux atteintes aux droits syndicaux et au développement des hors statuts (auxiliaires et intérimaires). La situation de ces travailleurs intérimaires a été particulièrement évoquée, notamment par les syndicats du bâtiment (construction-bois).

Au nom de la confédération, R. Bono, dans son intervention, a attiré l'attention des délégués sur trois questions importantes.

Tout d'abord, il a appelé l'ensemble des organisations syndicales CFDT à porter toute leur attention sur les questions de la santé. La santé devient jour après jour une santé de classe, c'est-à-dire qu'étant donné les prix de plus en plus élevés des prestations médicales, la qualité des soins devient fonction des revenus de ceux qui se soignent.

R. Bono a ensuite apporté des éléments tant nationaux qu'internationaux illustrant la profondeur de la crise. Le représentant de la confédération a souligné la contradiction qui existait entre l'expansion continue des pays industrialisés, comme le nôtre, dans le cadre du système actuel, et le développement des pays du tiers monde, leur accession à une véritable indépendance économique. Il ne fait pas de doute que l'aiguisement de cette contradiction contribuera tôt ou tard à des modifications, voire à des transformations radicales, de notre société. Enfin, R. Bono a fait un long exposé sur la situation des travailleurs immigrés en France. Il a appelé l'ensemble des délégués au congrès à se mobiliser contre les mesures Bonnet-Stoléru, mobilisation qu'il a jugée insuffisante par rapport à ce que les travailleurs attendent du mouvement syndical, et particulièrement de la CFDT.

Ce congrès a, d'autre part, été l'occasion d'une réflexion fort intéressante sur les rapports entre les UIS et les syndicats. La discussion a reflété l'accord profond pour redonner aux syndicats leur rôle politique. Concernant les UIS (Unions intersyndicales), elle a montré que là où les syndicats étaient peu édifiés ou peu nombreux, il ne fallait pas hésiter à faire reposer ces UIS en partie sur les sections syndicales. Quant aux grandes agglomérations, là où les syndicats sont suffisamment édifiés, c'était une bonne chose que les UIS reposent sur les syndicats.

Enfin des motions d'actualité ont été adoptées, appelant les organisations CFDT à se mobiliser :

— Contre la politique énergétique tout nucléaire du gouvernement. La région Centre se voyant dotée de quatre centrales nucléaires (Belleville, Dampierre, St-Laurent, Chinon).

— A l'occasion du débat parlementaire sur la loi Veil sur l'avortement et la contraception :

* Pour l'abrogation de la loi de 1920 ;
* Contre l'utilisation abusive de la clause de conscience ;
* Pour la contraception et l'avortement libres et gratuits ou remboursés par la Sécurité sociale pour toutes et tous, y compris pour les immigrés ;
* Pour la création de centres d'information sur la contraception et l'avortement dans l'entreprise, dans le quartier et à l'école ;

— Sur l'initiative de la Confédération européenne des syndicats (CES) concernant les 35 heures ;

— Enfin, concernant les élections prud'homales, une motion a été adoptée où le 4e congrès régional rappelle l'importance exceptionnelle des élections aux conseils des prud'hommes en appelant les travailleurs à voter pour les candidats et les candidates CFDT.

Ce congrès nous conduit à nous poser légitimement un certain nombre de questions. On peut s'interroger sur la portée des efforts de la confédération CFDT pour faire admettre, il y a quelques mois, le « recentrage » dont un des aspects, et non des moindres, était l'adoption du principe des propositions de réformes industrielles en réponse à la crise et une politique de négociations qui ne tenait pas de cette vérité que seule la lutte contraindra le patronat à se mettre autour d'une table comme l'ont si bien démontré les ouvriers de l'Alsthom.

Les syndicats de la région Centre ont-ils pris en considération les orientations confédérales dans leur action ? Pour le moins, ce n'était pas évident à ce congrès. Leurs préoccupations semblent tout autres, principalement orientées vers l'action. Ils tentent par la définition d'objectifs de lutte d'enrayer le mouvement de désyndicalisation. Autant dire qu'au sein de la CFDT rien n'est joué, l'action contre les manifestations de la politique du patronat reste une des premières préoccupations des militants. La direction confédérale en tiendra-t-elle compte ? D'autres congrès nous permettront d'y répondre plus précisément.

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

L'alternance et le SGEN-CFDT

SUR l'orientation actuelle de la CFDT, je voudrais apporter une contribution personnelle sur un point très particulier : la position du SGEN (secteur LEP) * sur l'ALTERNANCE encore appelée par le ministère « *séquences éducatives* ». En effet, la position adoptée au niveau national est dans la droite ligne du recentrage et provoque de nombreuses inquiétudes dans les rangs des syndiqués.

Par alternance, le ministère Beullac veut mettre en place des stages de dix semaines en entreprise pour les élèves de LEP. Je ne vais pas analyser ici en détail les conditions et conséquences de cette « éducation concertée ».

Plusieurs évidences cependant : il s'agit pour le ministère d' *adapter l'école aux besoins du patronat* (ce qui ne nous étonnera guère !).

- *Formation directement en entreprise, dans quelles conditions ?*
- *« Formation de base générale et technologique* convenable » ; *Où s'arrête le* « convenable » ? *Le danger est bien de réduire à la portion congrue la formation générale des élèves de LEP et d'en faire des OS dociles, sous formation patronale.*
- *C'est une menace directe sur les LEP ; bientôt on trouvera qu'après tout, ils ne sont pas très utiles puisque les élèves peuvent apprendre aussi vite sur le lieu de production lui-même. Déjà la création de CFA * (sous responsabilité du patronat) concurrence des sections LEP.*
  C'est à terme (long ou court ?) la remise en cause de la scolarité à 16 ans.
- *Enfin, durant ces dix semaines, les élèves risquent bien de servir de bouche-trous, de participer à la production à titre bénévole ! Il faut bien travailler pour apprendre.*
  De plus, autre bénéfice pour les patrons, ces stages en entreprise leur permettront d'être exonérés partiellement des taxes d'apprentissage versées aux LEP et dont ces derniers vivent en grande partie. La menace se précise décidément.

Cette circulaire vient, en fait, réactiver une des mesures de la réforme Haby. Ce qui n'est pas passé en CES avec Haby est en train de se mettre en place dans les LEP avec Beullac. Il s'agit d'une phase expérimentale cette année mais le ministère insiste bien sur son caractère « *irréversible* ».

Cette réforme ne vient pas seule. Dans les LEP, un décret (juin-juillet) généralise le *contrôle continu des connaissances*. C'est-à-dire qu'au lieu d'un examen final, les élèves devront être capables de satisfaire à une liste de *capacités*, très précisément définies. Il y a des aspects intéressants dans cette manière de contrôler les connaissances. Mais une fois encore, la question est dans quel contexte cette réforme et que vise par là le ministère ? Réforme qui intéresse beaucoup le gouvernement puisque l'expérience était annoncée dès le 6e Plan, dans le rapport général. La réponse est donnée dans les textes officiels eux-mêmes : ce système porte en lui « *une remise en cause des contenus de formation, des modes d'enseignement, de l'organisation et du déroulement de la scolarité.* » Et plus clair encore : « *Le contrôle continu doit correspondre au profil de l'emploi.* »

Par ailleurs, d'autres mesures précisent cette menace qui pèse sur l'existence des LEP, du moins sous leur forme actuelle.

- *La réforme, pas encore en vigueur, du CAP qui prévoit deux ans (au lieu de trois avant) en LEP pour les élèves sortis de la 5e avec une formation essentiellement générale et une « initiation » technique avec, à la clé, un brevet de fin d'études, mais pas de diplôme comme le CAP. La formation professionnelle reviendra au patronat.*
- *La réforme des SES (Sections d'enseignement spécialisées, actuellement dans les CES) qui n'accueilleront plus seulement les élèves dits « débiles légers » mais s'élargiront à d'autres élèves, jusqu'alors accueillis en LEP. Les profs de LEP sont, d'ores et déjà, invités à aller voir ce qui se passe dans les SES.*
- *Enfin, il y a l'arrêt des concours de recrutement de professeurs de LEP...*

Tout ceci pour dire qu'on est face à une attaque d'ensemble d'envergure. Et cela, le SGEN le sait très bien puisqu'on retrouve ces analyses dans ses textes internes. Revenons-en à la position du SGEN-LEP national, celle exprimée dans SU (*Syndicalisme Universitaire*, hebdomadaire que reçoivent tous les adhérents) du 12 novembre 1979. *Le SGEN s'appuie sur la position de la Confédération* qui se prononce en faveur de l'alternance mais en exigeant des garanties. Garantie dans le choix des entreprises, consultation de l'inspection du travail, statut des jeunes en entreprises, contrôle de l'équipe pédagogique, etc. L'argument avancé est que la CFDT réclame dans ses textes théoriques l'ouverture nécessaire de l'école sur la vie et donc sur la vie professionnelle et, ainsi — sous peine de ne plus être pris aux sérieux (mais par qui ?) — ne peut refuser cette « ouverture » proposée par l'alternance. Il s'agit alors de *l'infléchir dans le sens voulu par la CFDT*. Mais en attendant, la brèche est ouverte à l'emprise de plus en plus grande du patronat sur l'école.

Certes, la CFDT (et le SGEN) sont un peu coincés entre les propositions théoriques (et une grosse critique à faire aux textes sur l'école, c'est qu'ils ne situent jamais précisément dans quel contexte ils se placent : dans le système actuel ou dans une société autogestionnaire telle que la CFDT en esquisse les contours) et les réformes du ministère qui, très habilement, utilise certaines revendications ou propositions des syndicats en les « détournant ». Mais cela est le problème constant auquel sont confrontés les syndicats. C'est d'ailleurs les mêmes raisons qui nous obligeront à un soin extrême et une grande vigilance dans l'élaboration d'un programme immédiat.

Que la CFDT et le SGEN se refusent à condamner tout stage en entreprise systématiquement et sans analyse se conçoit (c'est aussi la position du SNETP-CGT *). Ce qui est très grave, c'est que le SGEN n'analyse pas justement (du moins dans ses textes publics) les intentions du ministère et du patronat, que le secrétariat national déclare explicitement se situer dans « *une stratégie de transformation* » et non dans « *une stratégie de rupture* », que certains membres de ce même secrétariat déclarent que, de toutes façons, la réforme passera et donc autant qu'elle passe avec des propositions du SGEN qui la « corrigent ». C'est donc le *plus parfait réformisme*. Au nom du *réalisme*, le SGEN refuse de lancer la bagarre contre les projets ministériels. Il se retrouve ainsi sur les positions du SNETAA (Syndicat particulièrement corporatiste et réactionnaire dans les LEP), alors que le SNETP-CGT s'est prononcé pour le *refus* de cette circulaire sur l'alternance.

Pour imposer cette position, les responsables LEP au niveau national publient un texte dans *SU* (cité plus haut) dans la semaine même où doit se tenir une commission administrative où l'alternance est à l'ordre du jour. (Aux CA, les différentes académies sont présentes et les décisions prises au vote décident de la position du SGEN). Ce texte a suscité des remous chez les syndiqués et responsables académiques :

- *1) Parce que de manière tout à fait antidémocratique, le national essaie de peser de tout son poids sur le débat en publiant ce texte qui apparaît comme la position officielle du SGEN ;*
- *2) Parce que le contenu de ce texte a provoqué chez beaucoup l'indignation.*

Deux mots sur ce texte.

Il commence par accepter délibérément que les positions du SGEN (pas encore votées en CA, je le rappelle) mettent en difficulté face aux interlocuteurs (on est d'emblée dans le cadre de la négociation) et partenaires (le SNETP). Une croix sur l'unité d'action sans problème ! Par ailleurs, aucune analyse sérieuse de la réforme, comme je l'ai déjà dit, ni non plus, à long terme, de l'extension que peut donner le gouvernement à cette « *alternance* ».

Au contraire, on oppose l'Education nationale au patronat : « *Au ministère de faire face en tant que tel* », on somme « *le ministère de prendre ses responsabilités* », comme si ministère et patronat n'étaient pas solidaires d'un même projet capitaliste d'adaptation de l'école à la crise économique (même s'il y a décalage et inadéquation parfois, que cette réforme vise à supprimer d'ailleurs). Comme si le ministère ne prenait pas *toutes* ses responsabilités vis-à-vis de ceux envers qui il se sent responsable, soit la classe bourgeoise au pouvoir bien sûr. Ses responsabilités vis-à-vis des élèves et enseignants, d'un idéal de formation complète et équilibrée, il n'en a rien à faire. Le SGEN voudrait-il nous faire croire à un Etat au-dessus des classes maintenant ?

Et pour finir, cette formule admirable : nous devons démontrer « *la volonté des personnels de "jouer le jeu" dans les meilleures conditions possibles* ». Ça reste en travers de la gorge.

Refus du boycott mais action pour imposer nos garanties. Quelle action, pas un mot sur les moyens concrets de la mener.

LES RÉACTIONS A CE TEXTE

A la CA, la discussion a été houleuse. Si 18 académies ont voté pour la position du Secrétariat national, 11 ont voté l'abrogation de la circulaire comme premier objectif et donc le boycott comme moyen (5 abstentions). Leur analyse étant que nous étions *piégés* par une stratégie de *transformation*, le ministère mettant en place toute une série de mesures qu'en fait, malgré la volonté affichée, nous ne pouvions contrôler. Et quand bien même une action syndicale énergique arriverait à imposer ces fameuses garanties dans *certains* endroits, ces garanties — données dans la phase exploratoire et à quelques établissements seulement — ne seraient pas inscrites pour autant sur la circulaire. Il s'agit d'obtenir *d'abord l'abrogation* de cette circulaire. *L'action* contre ces stages est d'ailleurs déjà engagée, pour ce qui est du Nord en tout cas, et il est certain que les onze académies en désaccord avec la position nationale n'abandonneront pas l'action contre ces stages.

Il est tout aussi vrai que la position nationale freinera l'action, tout comme l'unité avec le SNETP-CGT, et les contradictions ne manqueront pas de se développer chez les syndiqués. C'est là que nous avons un rôle important à jouer en *provoquant le débat politique* sur les choix faits par l'organisation. Trop souvent, les syndiqués et militants ne posent pas le problème, mais un malaise existe et grandit, et les gens s'éloignent du syndicat.

Au contraire, si les problèmes sont posés et le débat impulsé, organisé et mené à bien, sous forme de contributions et interventions dans les structures, la section en sort ressoudée, même s'il n'y a pas unanimité dans la section. Par là, nous faisons progresser, au lieu que se développent le découragement, voire l'antisyndicalisme, cette idée essentielle que *chaque militant a son mot à dire* et *droit de regard* sur l'orientation prise par le syndicat, que le syndicat sera ce qu'en font les militants, mais que pour cela, il faut bouger et se manifester quand il y a désaccord avec la ligne adoptée ou simplement apport à cette ligne. Reste tout le travail à faire pour que chacun participe à l'action syndicale à proprement parler

Pour conclure, le SGEN qui se démarquait de la FEN par des points de vue prenant en compte *prioritairement l'intérêt des travailleurs* et une *analyse politique* d'ensemble des mesures prises par le ministère, accepte maintenant au nom du réalisme ou de sa « philosophie » de « jouer le jeu » et propose des aménagements et garanties avec la fausse naïveté de croire que le SGEN, à lui tout seul, a le rapport de force pour les imposer et contrôler leur application effective.

C'est le même raisonnement qui a présidé, au nom du « *réalisme industriel* » à accepter la liquidation de Denain et Longwy, à signer la Convention sociale, qui donne des « garanties » aux travailleurs, paraît-il. Il n'est qu'à voir comment la Convention est appliquée à Denain comme à Dunkerque !

* Notes de la rédaction :
- LEP : Lycée d'enseignement professionnel ;
- CFA : Centre de formation d'apprentissage ;
- SNETP-CGT : Syndicat national de l'enseignement technique professionnel (affilié à la CGT) ;
- SNETAA : Autre syndicat des enseignants du technique affilié à la Fédération de l'Éducation nationale (FEN).
- SGEN (Syndicat général de l'Éducation nationale (affilié à la CFDT).

REFORME DE L'ANPE

« On liquide les chômeurs »

Mercredi 28 novembre après-midi. Agence nationale pour l'emploi, rue du Maroc dans le 19e à Paris. Une centaine de travailleurs de l'ANPE-Paris sont rassemblés. En grève depuis une semaine contre les conséquences du démantèlement de l'ANPE, et la main-mise du patronat sur l'agence. Des militants du collectif SOS-emploi 19e sont également présents. Ce rassemblement des grévistes à cette agence du 19e a été décidée vus les multiples cas de répression dans celle-ci, et l'appel de SOS-emploi de se rassembler ce jour-là, jour de pointage des chômeurs et a pour objectif de mobiliser les chômeurs sur les problèmes locaux, notamment contre les coupures de gaz... Initiative convergente largement appréciée comme positive...

Car la lutte des employés de l'ANPE contre le démantèlement de l'agence et sa transformation en simple bureau de placement rejoint évidemment celle des chômeurs. Avec l'application du rapport Farge, nous avons également enquêté sur ses conséquences aux ASSEDIC. (Voir encart)

NOUS faisons le point avec des grévistes du 19e. Quelles sont les conséquences du démantèlement de l'ANPE ? *« On ne fait plus que le contrôle du pointage, et les inscriptions des demandeurs d'emploi. Nous, nous sommes prospecteurs-placiers. Notre boulot, maintenant c'est du démarchage, voire un rendement : on doit aller voir 12 employeurs dans la journée s'ils ont moins de 10 employés, 8 employeurs pour moins de 50 et 4 s'ils ont plus de 50 employés... C'est dire que c'est vraiment du démarchage, la course pour remplir les obligations. Il y a même un concours organisé avec un voyage à la clé pour le prospecteur qui aura le plus vendu de ROME (Répertoire officiel des métiers et emplois). C'est un gros volume où sont classés les différents métiers et comment y parvenir !... »*

« Quand on est dans le bureau de placement, ce n'est pas mieux : on est obligé de voir un chômeur toutes les vingt minutes... »

Un gréviste ajoute : *« Et tant pis si le cas d'un chômeur nécessite vingt-et-une minutes... ». « De plus, on est obligé de proposer une offre d'emploi à tous les chômeurs qui défilent... Parfois ce n'est pas tellement leur qualification, mais la direction nous oblige à le faire... ».*

« Sans oublier la répression syndicale : il y a six employés de l'ANPE traduits en conseil de discipline. L'un a refusé une offre raciste, l'autre est accusé d'avoir transmis des informations syndicales, d'autres pour avoir assuré un service public correct... », expliquent ces grévistes. Pendant que nous discutons, des affiches sont apposées. Sur l'une d'elle, on peut lire : *« On recrute des super cadres-flicards, mais on licencie des vacataires et des temporaires. On liquide les chômeurs par tous les moyens ».*

MEETING DANS L'AGENCE

Il est 14 heures. La centaine de grévistes de l'ANPE, les militants du collectif SOS-emploi pénètrent dans l'agence. Objectif : un meeting d'information en direction des chômeurs venus pointer aujourd'hui. Prise de parole des syndicat CGT et CFDT, puis de SOS-emploi qui rappelle le lien nécessaire entre les travailleurs qui ont encore un boulot et ceux qui en sont privés... Les militants de SOS-emploi diffusent leurs tracts, discutent avec les chômeurs présents, prennent des adresses. L'intervention dans cette agence, avec les grévistes de l'ANPE est plus que positive.

De leur côté, les travailleurs en grève de l'ANPE font le point de leur lutte. Déjà une semaine de grève, une centaine de grévistes répartis dans les 22 agences parisiennes, des négocations doivent avoir lieu ce jeudi soir, et le lendemain avec la direction générale. Des difficultés existent : répression contre les agents, pressions contre le personnel, entraves diverses à l'information syndicale... A l'issue de l'assemblée générale, le mouvement est reconduit pour ce jeudi, des initiatives de popularisation et d'action sont envisagées...

Michel BERTEL

Les Assedic : flicage des chomeurs et retards de paiements

ET du côté des Assedic ? C'est simple : c'est le labyrinthe bureaucratique, la mainmise des technocrates avec leur pluie de statistiques, la rentabilisation du régime des Assedic et un surcroit de travail pour les employées et les agents. Et les chômeurs ? Là aussi, c'est simple : flicage, attente des allocations, suspension des paiements... et comment s'y retrouver dans le dédale des différentes commissions, des dossiers à remplir, des démarches longues et souvent inutiles ?

Une syndicaliste CFDT des Assedic de la Seine-Saint-Denis nous brossait le tableau du régime d'assurances. Un premier aspect, ce sont les paiements d'allocations : retards, difficultés à résorber les demandes... Une raison à cela, du domaine de l'absurde : les ordinateurs n'arrivent pas à ingurgiter les dossiers. Méandres de l'informatique ! Avec la nouvelle réglementation, comme les programmes des ordinateurs n'y sont pas adaptés, que les données informatiques sont différentes, les ordinateurs ne fonctionnent plus ! Dans ces conditions, il va sans dire que les paiments d'allocations prennent un retard considérable. D'où les longues files d'attente de chômeurs aux guichets et des légitimes colères...

Pour le personnel Assedic, c'est un surcroit de fatigue, une tension permanente. Plus un sentiment de culpabilisation, nous explique cette syndicaliste. Le ras-le-bol devient général, et il y a une quinzaine de jours, en Seine-Saint-Denis, les employées se sont mis en grève et ont occupé leurs locaux.

Les résultats de la nouvelle réglementation ? La chasse aux chômeurs, le flicage. Pour les licenciés économiques, une seule préoccupation des Assedic : en réduire le nombre ! Le moyen est simple : si le dossier faisant état des recherches de travail du chômeur est jugé peu satisfaisant, suspension des allocations à 75 %, pénalisations diverses... Mais pour le chômeur, quelle est la norme, combien de vignettes faut-il coller, combien de coups de téléphone faut-il donner, de tampons prouvant la recherche du travail ? On se garde bien de le dire ! Et gare à celui qui a trop attendu pour poster son dossier aux Assedic ! Si au bout de 182 jours, les Assedic ne l'ont pas reçu, c'est la suspension immédiate des allocations. Bien sûr, le chômeur a 15 jours pour faire appel, mais de toute façon, la Comission paritaire des Assedic qui statue sur son cas, peut prolonger ou suspendre, et quel recours pour le chômeur ? A quel bureau, quelle commission s'adresser ?

De fait, les agents Assedic doivent *« bourrer »* pour régler les dossiers des chômeurs-allocataires arrivés à six mois. Et ce sont des centaines de dossiers ! La Commission se réunit deux fois par mois et si la date limite arrive entre ces deux sessions, là, pas de problème de panne d'ordinateur, le paiement est immédiatement suspendu. Le chômeur devra attendre une nouvelle fois le redémarrage de son allocation, mais l'ordinateur...

Certes, les Assedic sont un organisme paritaire : patrons et organisations syndicales. Syndicats comme FO, CFTC, CGC et, comme l'indiquait cette syndicaliste, il faut attendre seize années comme le président du conseil d'administration change tous les deux ans, pour voir un représentant CGT ou CFDT à la tête du CA. Un paritarisme qui n'est donc pas trop inquiétant...

Et quand des employés contestent, remettent en cause le règlement antichômeurs, les sanctions sont bien vite là pour dissuader : mutations, mises au pas, mesures disciplinaires...

M. B.

A Boulogne, les chomeurs ne se taisent pas !

A Boulogne (92), le Comité d'action contre le chômage (créé par des militants d'associations telles que la JOC, le CSCV, ACO, des syndicalistes CGT et CFDT, de jeunes lycéens et des militants du PCRml, ont essayé de faire entendre la voix des chômeurs lors de l'enregistrement, à Boulogne, les 20 et 21 novembre, de l'émission télévisée *Les jeux de 20 heures*. (sur FR3). Pas facile !

7 000 chômeurs sur 70 000 habitants, ça n'a pas sa place dans une « émission de variétés ». Encore moins au journal télévisé régional, réalisé en partie en direct de Boulogne le lendemain !

Mais à Boulogne, les chômeurs refusent de se taire.

L'Humanité Rouge bi-mensuelle est parue

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

Magazine

21
Congrès FTM-CGT

7
Sécurité : Dunkerque sidérurgie, navale

23
Iran

3

DOSSIER — Scandales, sondages, crise politique larvée, rivalité PC-PS ..

ENJEU : PRESIDENTIELLES

Réalisé par Pierre Marceau et Pierre Baronian

CHAMBERY

4e semaine de grève à la Caisse d'Epargne

La Caisse d'épargne de Chambéry est en grève depuis quatre semaines et a entamé cette semaine sa cinquième semaine de grève.

Les points principaux de la grève sont les suivants : les horaires, l'annulation du licenciement d'un stagiaire, le paiement des jours de grève.

Culturel CONCOURS DE NOUVELLES

L'apéritif *(suite et fin)*

Par Dominique Pagelle

Résumé : Lakdar, travailleurs immigré, comme chaque dimanche prend l'apéritif dans un bar de Marseille...

LE type quoique jeune commençait à grassouiller du ventre sous sa chemise rose toute fine comme une pelure d'oignon. Un verre dans une main, une main dans la poche, il se tournait souvent vers Lakdar et le regardait fixement. Il avait un sourire de bande dessinée. Il regardait Lakdar avec ce sourire et parlait à la jeune femme mais sans le quitter des yeux. Puis il éclatait de rire et se retournait vers le barman pour avoir son approbation. Comme il en était à son troisième Porto et que les paroles de l'homme ne lui parvenaient pas, Lakdar ne s'apercevait même pas qu'on en avait après lui. La jeune femme lui tournait le dos. Après chaque tour de salle, il revenait se fixer sur elle quelques instants, sur les racines noires de ses cheveux presque blancs qu'il trouvait très étonnants, sur son chemisier bleu que tiraillait quelques bourrelets de chair. Elle aussi était un peu grasse.

Chaque fois que le type recommançait son manège, la fille tournait la tête, coinçait son menton par-dessus son épaule et souriait timidement, inquiète de ce qui pourrait se passer. Lakdar n'imaginait pas, après son troisième Porto, que tout cela était à son adresse, parce qu'il ne croyait pas que la fille pût lui sourire, à lui, avec sa gueule d'arabe. Et pour une gueule d'Arabe c'était une gueule d'Arabe : fatiguée, ridée, les yeux presque fermés à force... et noir de peau avec ça. Il trouva la fille si belle qu'il lui roula une pelle mentale et comme son estomac devenait acide parce que c'était l'heure des brochettes, il se leva pour aller payer, ayant déjà oublié la fille et le type qu'il n'avait d'ailleurs aucune raison de mettre dans la boîte de sa mémoire.

Et franchissant les cinq mètres qui le séparaient de la caisse il vit d'abord la fille sauter au bas du tabouret et s'enfuir vers la porte aussi vite que silencieusement.

Ensuite la chemise rose toute fine quitter son perchoir, ouvrir non seulement des yeux mais encore une bouche de film muet d'où sortit cependant un cri de panique.

Encore la même chemise adossée coudes au comptoir se retourner et saisir par la manche le barman puis se retourner à nouveau vers Lakdar.

Décidément quelle peur ! Mais de quoi ?

Enfin, comme il mettait la main dans sa poche pour en sortir son porte-feuille sans comprendre ce qui arrivait à la chemise rose, celle-ci tira des profondeurs de sa veste un pistolet qui monta comme par magie dans l'axe du visage de Lakdar.

Lui vit la flamme s'allumer au bout du canon...

Dominique PAGELLE

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Page réalisée par Yves Lepic

On n'a pas roulé à la RATP

LES syndicats CGT, CFDT et autonomes ont appelé le jeudi 29 novembre les 36 000 travailleurs de la RATP à cesser le travail sur l'ensemble du réseau à raison d'une heure de grève par service. Les coupures du trafic ont eu lieu de 8 h 30 à 9 h 30, de 14 h à 15 h et de 21 h à 22 h le jeudi 29 novembre.

Ceci a été le cas des employés du métro. Pour les conducteurs de bus, il avait été décidé que ceux-ci prendraient leur service une heure plus tard que d'habitude. Au cœur des revendications se trouvent l'amélioration des conditions de travail et l'avenir du « service public ».

Une réunion est prévue entre les 3 syndicats le 13 décembre 1979 pour faire le point sur l'action du 29 novembre et décider des suites à donner à l'action.

LYON :
MARDI 7 NOVEMBRE

Manifestation pour l'avortement

MARDI 27 novembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Lyon pour la reconduction et l'amélioration de la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse. Caractéristique importante, cette manifestation était unitaire. Elle avait été appelée par un collectif avortement-contraception, des groupes femmes, le Planning familial, la CGT, la CFDT, la FEN, la JOC, la JOCF. Manifestation remarquable par sa combativité et son allure un peu de fête, due aux nombreux chants repris par les participantes.

Malheureusement, alors que la manifestation avait fait environ la moitié du parcours, l'UD-CGT et la FEN décidèrent de quitter la manifestation, prenant prétexte du fait que des groupes femmes et le MLF, environ 200 personnes, s'étaient installées devant la CGT, en tête de manifestation.

Ce retrait ne manqua pas de provoquer des remous dans les rangs mêmes de la CGT puisque de petits groupes de militantes CGT continuèrent la manifestation, certaines mêmes avec leur banderole.

Correspondante Lyon

SNIAS à St-Nazaire

LES travailleurs de la SNIAS (usine de Saint-Nazaire) occupent leur usine. Aujourd'hui, à nouveau, pour leurs revendications, contre la répression et les brimades (voir nos éditions des 13 et 14 novembre), les travailleurs de la SNIAS ont manifesté.

Ils ont retenu les patrons pour discuter avec eux. Mardi 27 novembre, à 19 heures, ils ont appelé la popuiation de la ville à venir les soutenir.

Tard dans la soirée, des flics (quatorze cars de CRS) sont venus pour « libérer » les patrons.

Des actions ont été prévues pour mercredi en liaison avec les travailleurs d'Alsthom-Atlantique qui luttent aussi sur leurs propres revendications. Ce mercredi 28 novembre a eu lieu une grève de fait et une manifestation en ville.

Correspondant

MONTPELLIER

L'appartheid, c'est le nazisme

L'*APARTHEID, c'est le nazisme.* C'est l'expression même du représentant du PAC (Congrès pan-africain d'Azanie) pour qualifier le régime raciste du gouvernement qui sévit en Azanie. Lui-même en a été victime puisqu'il a été emprisonné sept ans.

Au cours de l'exposé, des exemples concrets sur ce que veut dire apartheid (bantoustans, répression) ont été donnés, permettant de montrer une fois de plus à tous ceux qui étaient là (une centaine de personnes) la sinistre réalité du colonialisme.

Ce soir-là (vendredi 23 novembre), grâce au représentant du PAC et au film représenté, le coupable silence de la grande presse a été un peu brisé et la vérité sur le vrai visage de l'apartheid et les luttes qui sont menées par le PAC et les autres mouvements est devenue plus claire.

A cette soirée, 700 F ont été recueillis et donnés pour la cause du peuple azanien.

MONTPELLIER

Débrayage dans un labo-photo

SUD-COULEUR service (entreprise de production de photos) — Voir HR No 1173 du 23 novembre 1979 — : 27 licenciements sont annoncés par le patron. Un débrayage, avec assemblée générale, a aussitôt réuni la totalité des ouvriers et des ouvrières. Jeudi 29 novembre, un autre débrayage est prévu pour montrer au patron que la section CFDT de l'entreprise et tous les travailleurs n'accepteront *aucun* licenciement.

Prochainement, il y aura une interview de la section CFDT.

Correspondante

Augmentation du SMIC de 4% prévue

DANS sa grande bonté, le professeur Barre envisage d'accorder une augmentation du SMIC de l'ordre de 4 %. Depuis la dernière augmentation, en septembre 1979, les prix ont augmenté de 3,1 %. En accordant 0,9 % de rabiot, Barre pense certainement que nous devrons être contents et que nous devrons ranger nos pancartes qui l'indisposent. Pauvre cher homme, il sera déçu.

CREUSOT-LOIRE

Les neuf licenciements annulés

LE baron Empain n'est pas un patron qui s'embarrasse de scrupules. C'est un spécialiste es-répression. Au Creusot (Saône-et-Loire), le patron avait voulu licencier 8 travailleurs dont 3 délégués CGT.

Cette décision avait été prise le jeudi 22 novembre. Le lendemain, 4 000 personnes avaient défilé dans les rues de la ville à l'appel de la CGT et de la CFDT. Un débrayage avait été organisé sur la ville pour aller à la manifestation.

Ce mardi 27 novembre, une autre manifestation et un autre débrayage étaient prévus pour protester contre cette menace de licenciement. Le patron revenait sur sa décision et les 8 travailleurs n'étaient pas licenciés.

La manifestation et le débrayage ont quand même eu lieu et ce sont près de 3 000 personnes qui ont à nouveau parcouru les rues de la ville. Une victoire à mettre au compte de l'unité des travailleurs. C'est la seconde défaite en peu de temps du baron après la victoire chez Merlin-Gérin.

ANGERS

Débrayage des ardoisiers

LUNDI 26 novembre, les travailleurs des Ardoisières d'Angers ont observé un débrayage d'une heure et demie pour protester contre l'assignation des syndicats CGT, CFDT et FO, ainsi que l'intersyndicale devant les tribunaux.

La direction des Ardoisières d'Angers ne supporte pas d'avoir dû accéder à un certain nombre de revendications des travailleurs lors de la grève du mois d'octobre dernier. C'est encore un cas manifeste de répression antisyndicale.

CEA

Deux licenciements annulés

LE personnel de l'accélérateur linéaire du CEA* lutte pour l'amélioration de ses conditions de travail et a obtenu une rallonge budgétaire pour son service. De plus, deux licenciements ont été annulés. Les travailleurs du CEA luttent aussi pour que les personnels extérieurs soient intégrés au CEA.

* CEA : Centre d'études nucléaires.

Dockers en grève

MERCREDI 28 novembre, les dockers étaient appelés à la grève par la CGT. Il s'agissait de protester contre un arrêté du ministre des transports « *qui, s'il était appliqué, tendrait à des réductions d'effectifs dans tous les ports.* »

CORSE

Ports de pêche bloqués

LES marins-pêcheurs corses ont bloqué mardi 27 novembre 1979 quatre des principaux ports de haute mer de l'Ile : Bastia, l'Ile Rousse, Ajaccio et Bonnifacio. Les marins-pêcheurs protestent notamment contre la baisse de l'aide compensatoire pour frais de rôle, accordée par le gouvernement de l'Etat français. En 1977, les artisans marins-pêcheurs avaient reçu 55 millions de francs, ils n'en ont reçu que 26 millions en 1979.

Les marins-pêcheurs souhaitent aussi que le fuel soit détaxé dans les mêmes conditions qu'il l'est pour les paysans.

BLOC-NOTES

TOURCOING
LE BANQUET DE LA LYRE
DES TRAVAILLEURS

C'EST QUAND ?
– Le samedi 8 décembre 1979. On prendra l'apéritif vers 19 heures. Mais il faudra réserver toute sa soirée.

C'EST OU ?
– Salle polyvalente, rue Lazare Garreau à Lille-Sud, en face de la mairie annexe.

ON FERA QUOI ?
– On mangera, on boira, on chantera, on dansera, on se racontera des histoires, ... et bien sûr, la Lyre présentera son nouveau spectacle.

ON MANGERA QUOI ?
– Du couscous, de la pâtisserie italienne, café, liqueur. le vin est du Boulaouane (c'est du vin marocain).

C'EST QUOI LE NOUVEAU SPECTACLE DE LA LYRE ?
– C'est une surprise.

EST-CE QU'IL FAUT PAYER ?
– Oui, 30 francs pour la participation aux frais. Mais vos enfants de moins de 10 ans ne paieront que dix francs. On pourra payer sur place mais il vaut mieux payer avant. L'apéritif est compris mais un seul. On pourra en prendre un second mais en payant (3 ou 4 F).

EST-CE QU'IL FAUT RETENIR SA PLACE ?
– Oui, avant le 1er décembre pour prévoir le nombre de repas. On prévient soit en écrivant à :
La Lyre des travailleurs
54, rue Verte
59000 – Tourcoing
Soit en contactant l'un des choristes.

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

L'OUED EN CRUE
DE BEDIYA BACHIR

L'Oued en crue c'est la montée irrésistible de la révolte du peuple algérien, des profondeurs de l'oppression coloniale jusqu'à sa libération.

Vingt-cinq ans après le 1er novembre 1954.

PRIX 22 F :
– aux *Herbes sauvages*, 70, rue de Belleville – PARIS 20e
– à *La Force du livre*, 33, rue René Leynaud – LYON 1er.

– au service de vente par correspondance *des Herbes sauvages*, livres service, 24 rue Philippe de Girard – PARIS 10e.

Libellez les chèques au nom de la librairie, ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

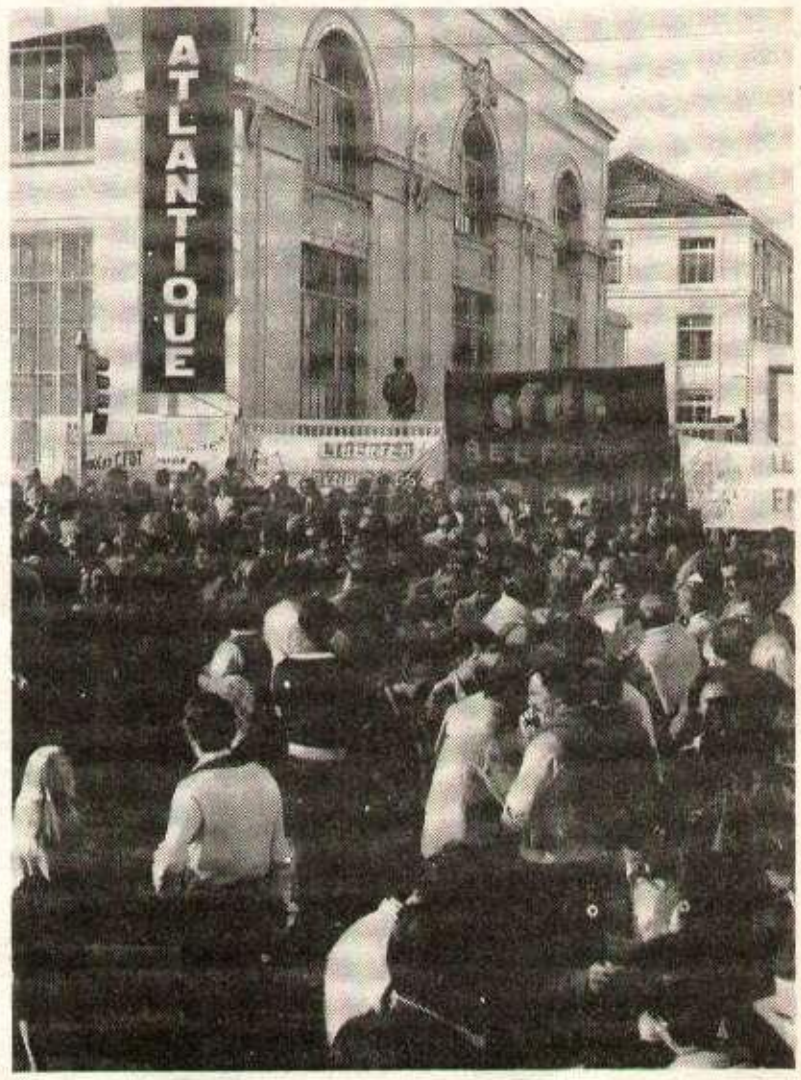
l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

DANS UN GROUPE COMME L'ALSTHOM

«Qu'au même moment tous se battent, ça se fait progressivement»



Rencontre avec des militants CFDT de l'Alsthom Atlantique St-Nazaire et un de Belfort

Mercredi 21 novembre, près de 3 000 travailleurs d'Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire ont répondu à l'appel de la CGT et de la CFDT pour une « visite » de la SNIAS. Les organisations syndicales ont mis en évidence le parallèle des luttes engagées dans les deux établissements, luttes qui « *se complètent et s'épaulent* ».

Ce même mercredi soir *, nous avons rencontré des militants CFDT des deux établissements (Navale et Mécanique) de Saint-Nazaire, d'Alsthom-Atlantique. Ils nous ont dit quelles étaient leurs luttes et comment ils concevaient la solidarité avec les autres travailleurs du groupe, particulièrement ceux de Belfort. Un militant CFDT de Belfort était également présent à cette rencontre.

HR : Quelles sont les revendications des travailleurs de Saint-Nazaire ?

— G : Ces revendications ne datent pas de deux mois. Elles font suite au mouvement de colère du 20 décembre 1978 où les travailleurs ont montré leur mécontentement en emmenant les directeurs à la mairie de Saint-Nazaire. Nous nous sommes alors posé la question de la traduction en termes revendicatifs de cette colère.

Face à la restructuration capitaliste, il fallait des revendications bien comprises et mobilisatrices. C'est pourquoi nous avons pris comme revendications principales, la réduction du temps de travail et le pouvoir d'achat.

Cela se traduit suivant les situations par une réduction du temps de travail de 42 h à 40 h avec maintien du salaire, l'instauration d'un salaire minimum garanti, quel que soit l'horaire pratiqué.

Cette dernière revendication s'oppose directement à l'arbitraire patronal en empêchant la direction de modifier les horaires à son gré. Car, depuis des mois et même des années, cette direction se permet de modifier les horaires le jour pour le lendemain : un jour 40 h, un jour 34 h, un autre jour 42 h selon ses exigences de production.

Après une période de sensibilisation, des discussions avec la CGT et FO, on a abouti à une plateforme commune en mai 1979 :

1) Réduction du temps de travail de 42 h à 40 h ce qui se traduit par 6,25 % d'augmentation de la valeur du point qui sert de base au calcul du salaire.
2) Un salaire garanti quel que soit l'horaire pratiqué.
3) Des négociations sur les départs en pré-retraite à 55 ans, avec une garantie de ressources suffisantes.

A cela s'ajoute notre volonté de connaitre la situation industrielle de l'entreprise et les projets de la direction.

Au retour des congés, il a fallu actualiser cette plate-forme pour tenir compte de l'évolution des prix et de la nouvelle baisse du pouvoir d'achat. La revendication de 200 francs uniformes pour tous y a été ajoutée sur insistance de la CGT.

C'est le prétexte qu'a pris FO pour se retirer de l'action revendicative. Et pourtant, FO avait participé à l'envoi de lettres, aux débrayages de mai 1979 pour demander l'ouverture de négociations.

HR : Compte-tenu de ce que vous venez de dire, quelles difficultés avez-vous rencontrées dans la mobilisation ?

— B : Les gars savent que pour obtenir quelque chose, il faut se battre et que pour se battre, il faut perdre du fric. Les charges de famille sont une chose importante pour les travailleurs. Or, la réduction d'horaires à 34 heures, c'est 13 % de diminution de pouvoir d'achat.

Les gars hésitent aussi à s'engager dans une action dont ils ne voient pas le bout.

— G : Il y a aussi le problème de l'emploi. Partout, on trace un tableau très noir de la situation de l'emploi ; 2 500 000 chômeurs sont déjà prévus pour 1985.

Actuellement, à Saint-Nazaire, grâce aux luttes syndicales passées, on a un statut social qui est encore, malgré tout, non négligeable, même par rapport à l'ensemble du groupe. Cela permet de vivre modestement mais convenablement. Mais s'il n'y a pas d'action à Saint-Nazaire, les patrons vont rogner nos avantages et dans peu de temps, on se retrouvera en retard par rapport à pas mal d'établissements.

— B : La charge de travail, faible aux chantiers, n'est pas faite pour créer une mobilisation comparable à celle des années 1973-1974.

— G : Il y a aussi le comportement de FO : depuis 1974, FO refuse systématiquement l'action. Ils se contentent de dénoncer toutes actions quelles qu'elles soient, sous quelque forme qu'elles soient et sans rien proposer.

A St-Nazaire, récemment, ils ont été d'accord pour une collecte pour les travailleurs de Belfort, mais aux portes, à l'extérieur. Ils ont finalement accepté la collecte à la liste, qui, par expérience, donne de meilleurs résultats.

Mais lorsqu'on demande à des travailleurs de Belfort de venir pour un meeting, FO n'appelle pas au meeting.

En conclusion, il est évident que ce type de syndicalisme, choisi par FO, conforte la politique gouvernementale.

— J (de Belfort) : A Belfort, dans un article de presse, FO qualifie de « gesticulations » l'action à la préfecture du territoire, le blocage de l'Arbalète, le blocage de l'avion grande ligne.

HR : Demain, avec la CGT, vous organiser des rassemblements « pour une solidarité de lutte dans l'Asthom ». Comment concevez-vous cette solidarité ?

— G : L'Alsthom-Atlantique, c'est maintenant une réalité. Ça comprend 19 établissements, grosso-modo 28 000 travailleurs, avec les filiales à 100 %, 36 000 travailleurs, et avec toutes les filiales, 52 000 travailleurs. Depuis maintenant deux mois, l'inter-Alsthom-CFDT a pris contact avec la CGT pour essayer de développer une action au niveau du groupe. Cela s'est traduit dernièrement par deux appels nationaux. Le second appelait à une heure de débrayge minimum dans toutes les boites de l'Alsthom-Atlantique, débrayage qui a été bien suivi.

Depuis le départ de ces contacts, et des décisions de l'action, on a enregistré un certain nombre d'avancées, plus de 25 000 travailleurs sont dans l'action. Ainsi, non seulement Belfort occupe l'entreprise, mais aussi St-Florent, Marseille, St-Ouen, Tamaris sont en grève générale ou occupent et partout à Tarbes, à La Rochelle, à St-Nazaire les actions se multiplient sous des formes diverses.

L'Alsthom-Atlantique c'est aussi une réalité nouvelle, créée depuis trois ans, à partir de la fusion d'Alsthom et des chantiers de l'Atlantique, avec la CEM (Le Bourget, Rateau (La Courneuve). Donc, cela regroupe des travailleurs ayant des statuts sociaux extrêmement différents. Nous avons estimé que le meilleur moyen d'apporter un soutien efficace à Belfort, et en même temps d'obtenir des avancées sociales au niveau du groupe, c'était de traduire en termes revendicatifs le mécontentement des travailleurs dans les boites. La CGT a été d'accord. Tous les mots d'ordre lancés au niveau national avaient pour but d'obliger la direction générale à tenir compte du climat qui se développe et à négocier les revendications déposées dans chaque établissement.

Je tiens à souligner que l'unité d'action pour faire reculer le patronat sur les revendications est essentielle. Unité d'action d'abord avec la CGT.

Cette unité s'est réalisée à Belfort. Elle s'est réalisée avec la CGT à St-Nazaire. Aujourd'hui les travailleurs ne comprendraient pas qu'elle soit rompue.

Cette unité, il faut la construire, la conquérir. Chacun ayant son expérience propre, des discussions, parfois longues et difficiles, sont nécessaires.

Pour notre part, nous estimons que les luttes dans le groupe Alsthom, pour être efficaces, doivent s'ancrer dans les boites, sur les propres revendications déposées dans chaque établissement et ainsi permettre des avancées favorisant, à terme, des acquis vers un statut social homogène au niveau du groupe.

Des manifestations qui ne s'appuieraient pas sur des actions effectives dans les boites masqueraient une insuffisance de lutte dans les entreprises et finalement n'auraient pas d'impact. C'est pourquoi la CFDT a conditionné toute manifestation au développement de l'action dans les établissements.

HR : Quelle est l'évolution de la situation dans les établissements depuis ces deux mois ?

— G : Les formes d'action varient suivant les établissements. A St-Nazaire, depuis deux mois, ce sont les débrayages tournants, les meetings ; à La Rochelle, à Tarbes, c'est la même chose. Il s'est créé une dynamique de groupe, un esprit de corps qui prend de plus en plus d'ampleur. Tous les camarades se rendent compte qu'ils ont affaire à une même direction, qu'il faut s'y affronter pour avoir des résultats. Les meetings, un peu partout en France — le camarade de Belfort ici présent arrive de La Rochelle — vont dans ce sens.

Demain, il y aura donc deux meetings à la Navale et à la Mécanique.

Pour avoir lu l'*Humanité rouge*, j'ai l'impression que pour ces camarades, il faudrait mettre en place une dynamique de groupe plus importante. Oui ! C'est le vœu de tous actuellement, mais seulement comme je l'ai dit, on part de réalités différentes. Et on n'arrivera pas du jour au lendemain à faire qu'au même moment, tous se battent. Ça ne se fait pas comme ça, ça se fait progressivement... et je pense qu'on est bien parti.

HR : Tout le monde a conscience que, un échec ou une victoire à Belfort, c'est important pour les travailleurs, bien au delà de Belfort et du groupe... Or, après huit semaines de grève et d'occupation, il y a une certaine urgence.

— J (Belfort) : Il faudrait un processus de mise en place d'actions qui permettent à terme que Belfort, Tamaris, St-Ouen, etc. ne soient plus seuls dans l'action. Faire des collectes c'est bien mais le meilleur moyen c'est de déclencher l'action, afin que Schulz sache qu'il y a aussi les autres boites. Il n'y a que comme ça qu'ils peuvent plier. Car l'Alsthom, c'est aussi la CGE avec 150 000 salariés... Ce sont de sacrés têtus, de sacrés mulets. On est aussi mulets qu'eux...

(*) Depuis, on le sait, le travail a repris à Belfort et à Saint-Ouen. Nous pensons que cette interview (dont nous avons dû retire quelques passages faute de place) reste néanmoins tout à fait intéressante.

Nous la publions donc en nous excusant auprès des participants de ce décalage dans le temps.